

FRANCOIS ARAGO ÉTAIT-IL RÉPUBLICAIN ?

par

Jean SAGNES

(Professeur émérite à l'Université de Perpignan)

Il est quelque peu audacieux de poser une telle question : « François Arago était-il républicain ? » tant la réponse paraît aller de soi : « Bien sûr, François Arago était républicain. Il a même été un pionnier de la République en France ». Et il est bien vrai que la plupart des ouvrages consacrés à l'histoire politique de la France au XIXe siècle présentent Arago comme un indéfectible républicain. Les cérémonies ayant eu lieu à Perpignan le 21 septembre 1879, lors de l'inauguration de la statue du savant due au sculpteur Antonin Mercié, ont en effet fixé dès cette époque la vulgate de l'historiographie républicaine en la matière¹. C'est alors que les leaders républicains nationaux sont venus introniser à Perpignan François Arago comme un des grands ancêtres de la IIIe République. Jules Ferry, alors ministre de l'Instruction publique, l'a dit en des termes flamboyants : « Et maintenant, républicains qui possédons cette terre promise que le grand homme avait entrevue mais dont il n'a pas touché le seuil ; nous qui vivons sous cette loi du suffrage universel qu'il a prêchée et proclamée, sous le gouvernement républicain et parlementaire qu'il eût voulu constituer..., saluons tous cette grande mémoire...Que son nom soit immortel ! Vive la République ! » Puis Paul Bert, parlant après Jules Ferry au nom du président de la République Jules Grévy, affirme que la trajectoire politique d'Arago est rectiligne car il a débuté en refusant sa voix « à

¹ Michel Cadé, « L'héritage d'Arago. Un mythe au feu des discours politiques : les inaugurations des trois statues d'Arago dans les Pyrénées-Orientales », *Les Annales du Midi*, n°100, 1988 et Pierre Barral, « Jules Ferry en voyage dans le Midi (1879) », *Pratiques et cultures politiques dans la France contemporaine. Hommage à Raymond Huard*, Montpellier, 1995.

l'homme de Brumaire » et il a fini en refusant son serment « à l'homme de Décembre » ! C'est là un double brevet de républicanisme que personne ne semble pouvoir contester.

Pourtant, les choses ne sont pas aussi claires qu'on le croit habituellement car, avant d'être honoré par les républicains, la mémoire de François Arago, et pas seulement du grand savant mais aussi de l'homme politique, a été honorée par le Second Empire ! En 1864, son nom a été donné, avec l'accord de Napoléon III, à un grand boulevard parisien et, le 31 août 1865, le député bonapartiste des Pyrénées-Orientales Isaac Pereire a inauguré en grande pompe à Estagel une première statue de François Arago².

De plus, il y a un fait certainement plus troublant, c'est la prise de position, le 22 février 1886, du conseil municipal de Paris qui refuse de financer la réalisation d'une statue de François Arago parce que, à son avis, « Arago n'était pas d'un républicanisme assez avéré » !³ Ainsi, les républicains des années 1880 apparaissent comme fort divisés sur le républicanisme d'Arago : si les républicains opportunistes comme Jules Ferry, en général de bonne bourgeoisie, revendiquent son patronage, les républicains radicaux comme les conseillers de Paris, plus intransigeants sur les principes, le refusent.

Ces quelques exemples montrent en tout cas que le républicanisme de François Arago n'a pas l'évidence que l'on croit trop souvent. D'ailleurs, tous les biographes de François Arago se sont interrogés sur son idéologie politique, tous ont remarqué que son itinéraire est plus compliqué qu'on ne l'imagine. C'est en suivant cet itinéraire que nous allons tenter de répondre à la question posée.

Né le 26 janvier 1786 à Estagel, François-Dominique Arago est le troisième enfant d'une famille qui en compte neuf et le premier des garçons⁴. Il n' a donc que trois ans lorsque survient la Révolution

² Isaac Pereire, *Discours prononcé le 31 août 1865 à l'occasion de l'inauguration de la statue de François Arago à Estagel*, Perpignan, 1865.

³ François Sarda, *Les Arago. François et les autres*, Tallandier, 2002, p. 376.

⁴ Sur François Arago, outre les ouvrages cités supra, on se reportera notamment à : Maurice Daumas, *Arago. La jeunesse de la science*, Gallimard, 1943 (nouvelle édition : Belin,

française aux événements de laquelle son père François-Bonaventure prend une part active. Ce dernier fait partie de cette bourgeoisie roussillonnaise, rurale ou urbaine, qui adhère aux idées nouvelles de 1789, adhésion qui est aussi adhésion à la nation française porteuse de ces valeurs. Ce point est particulièrement important à souligner dans une province comme le Roussillon où, à cette époque, une partie de la bourgeoisie refuse ces valeurs comme elle refuse l'adhésion à la France. Le père de François Arago était premier consul d'Estagel avant 1789. Il devient maire de la commune en 1790, juge de paix en 1791. Deux ans plus tard, le Roussillon est envahi par l'armée espagnole ; François-Bonaventure participe à l'effort de guerre⁵. Il est promu commandant de la garde nationale et aide de camp du représentant en mission, le conventionnel Cassanyes. A la fin de 1793, il est élu président du conseil du département. Sous le Directoire, il fait partie du petit groupe d'hommes qui dirigent le département des Pyrénées-Orientales. Il a donc traversé sans encombres les diverses épurations qui ont marqué ces années, ce qui est le signe incontestable qu'il n'appartenait à aucune de ces factions que les changements de la politique parisienne propulsaient au faite du Capitole avant de les précipiter du haut de la Roche tarpéienne. S'il est vrai qu'ils ont servi la monarchie constitutionnelle puis la République en navigant sous la Convention entre Montagnards et Girondins puis, sous le Directoire, entre jacobins et monarchistes, ces hommes refusent l'absolutisme, sont partisans de l'égalité civile et de la répartition des pouvoirs, mettent au dessus de tout la volonté de la nation, même réduite aux seuls citoyens actifs dont ils font partie. De la nation découle la loi que le roi, jusqu'en 1792, puis la République après cette date, sont chargés d'appliquer. Dans cette perspective, la forme que prend l'expression politique de la volonté nationale n'est certainement pas l'essentiel. En Roussillon, la plupart des membres de cette bourgeoisie révolutionnaire sont des girondins patriotes.

1987) ; Rémy Gossez et Joseph Vienney, *François Arago*, Perpignan, 1952 ; *François Arago. Actes du colloque international des 20, 21 et 22 octobre 1986, Les Cahiers de l'université de Perpignan*, n°2, printemps 1987.

⁵ Etienne Frenay, « L'empreinte durable de la Révolution française », quatrième partie de Jean Sagnes (direction), *Le pays catalan*, tome 2, 1985 et du même auteur : *Arago et son village natal*, Estagel, 1986 ainsi que « François Arago enfant des lumières », in *François Arago. Actes...op.cit.*

C'est ce patriotisme face à l'invasion espagnole qui les préserve de toute répression de la part des autorités parisiennes.

C'est dans ce milieu que grandit le jeune François-Dominique qui racontera à la fin de sa vie qu'à l'âge de sept ans, avec beaucoup d'imprudence, il s'est mêlé aux combats contre les Espagnols ! Exagérée ou non, cette anecdote est significative de l'empreinte laissée par ces années sur un enfant, qui voyait aussi quotidiennement au domicile de ses parents à Perpignan où la famille était venue résider, les généraux de la Révolution et les députés aux assemblées révolutionnaires. Il est particulièrement significatif que lorsque, entre 1830 et 1850, François Arago prononce devant l'Académie des sciences l'éloge de plusieurs savants français dont la vie a été marquée par la Révolution, c'est la vision de cette Révolution par la bourgeoisie révolutionnaire à laquelle appartenait son père qu'il présente. Dans ses discours, Arago réproouve avec force l'Ancien Régime avec ses privilèges, son cléricalisme, son enseignement mal organisé. Par contre, il sait gré à la Révolution d'avoir établi l'égalité civile, d'avoir dégagé la société française de l'influence cléricale, d'avoir créé des institutions modernes, d'avoir enfin sauvé le pays de l'invasion étrangère. En même temps, il condamne sans appel tous les actes de violence de la Révolution aussi bien la violence d'en bas, celle de la multitude, de la foule, que celle d'en haut, celle des clubs ou de Marat. Son grand homme, c'est Lazare Carnot, l'organisateur de la victoire qui n'appartint à aucune faction et qui, sous le Directoire, s'efforça de trouver un compromis entre républicains et royalistes constitutionnels. Il nous paraît que c'est à travers ces discours que l'on peut le mieux comprendre le fond de l'idéologie politique d'Arago et que l'on peut dénommer : fidélité à la Révolution de 1789⁶. Mais de la Révolution de 1789 découlent trois formes de régimes politiques sous lesquels vivra Arago : le bonapartisme, la monarchie constitutionnelle, la République. La question est de savoir vers quel régime vont aller les sympathies d'Arago.

⁶ Raymond Huard, « Un homme de science devant la Révolution française » in *François Arago. Actes...op. cit.*

Comme preuve de son républicanisme précoce, on cite souvent l'attitude qui est la sienne en 1804 lorsque, avec ses camarades polytechniciens, il refuse d'adresser ses félicitations au nouvel empereur Napoléon 1^{er}. Mais cet acte a-t-il la forte signification politique qu'on lui accorde habituellement ? On peut s'interroger. D'une part parce que François Arago n'a alors que 18 ans et parce qu'un acte politique à cet âge ne peut engager toute une vie, d'autre part parce qu'il s'agit d'une rébellion collective de tous les élèves de Polytechnique qui s'apparente tout autant à la solidarité de groupe voire au monôme d'étudiants qu'à la manifestation politique. D'ailleurs c'est bien ainsi que Napoléon apprécie cet acte contre lequel il ne prend aucune sanction. Très vite d'ailleurs, Arago s'éloigne de toute politique car absorbé par ses tâches scientifiques. Dès 1806, il part en Espagne mesurer le méridien terrestre et il ne revient en France qu'en août 1809. La qualité de ses travaux est telle qu'il devient rapidement un savant reconnu comme tel non seulement par la communauté scientifique mais aussi par l'opinion publique. A 23 ans, en 1809, il est élu à l'Académie des sciences avec l'approbation de Napoléon puis il commence à enseigner à l'Ecole polytechnique en 1810, à 24 ans. On n'a pas de témoignage précis durant l'Empire sur son comportement politique. Ce que l'on sait c'est qu'il jouit de la protection de Monge, grand savant républicain rallié à l'Empire comme beaucoup d'anciens jacobins. Il est clair qu'Arago n'est pas un opposant à l'Empire car Napoléon le fait chevalier de la Légion d'honneur lors des Cent-Jours puis, après Waterloo, il lui offre de l'accompagner en exil parcourir l'Amérique à des fins scientifiques. Ajoutons qu'Arago voit avec plaisir, lors des Cent-Jours, l'adoption de l'acte additionnel qui fait de l'Empire un régime parlementaire.

C'est donc à un François Arago réputé bonapartiste que la seconde Restauration retire la légion d'honneur. Mais Arago n'est pas davantage tracassé et recueilli à son domicile son vieux maître Monge qui court assurément de plus grands dangers que lui au moment de la Terreur blanche comme ancien ministre de la Marine de la République et qui est exclu de l'Institut. François Arago ne subit pas une telle mesure et rentre assez rapidement en grâce. En

1818, on lui restitue sa légion d'honneur et en 1825 il devient même officier. C'est qu'il est plus que jamais un personnage officiel que l'on reçoit à la Cour comme dans les salons. Il est en contact avec les membres de la famille royale en particulier avec le dauphin fils de Charles X. Il noue des relations d'amitié avec des personnages officiels honnis des bonapartistes et des républicains comme le maréchal Marmont, duc de Raguse, accusé d'avoir trahi Napoléon en 1814⁷. Si Arago n'a rien d'un opposant politique, il est clair cependant qu'il réproouve le cléricisme et les tentatives de retour à l'Ancien Régime qui caractérisent la fin du règne de Charles X. Le contraste est grand toutefois entre lui et son frère Etienne qui se lance alors dans l'action conspiratrice contre la royauté au sein de la Charbonnerie.

Cependant, en juin-juillet 1830, François Arago n'hésite pas à prendre ouvertement des positions politiques. Le 7 juin, il est élu secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences dans la section mathématiques, élection ratifiée par Charles X le 28 juin. On est en pleine crise politique car le roi remet en question par les ordonnances l'esprit de la Charte de 1814 qui a installé en France le régime parlementaire. Arago décide alors, pour la première fois, de manifester publiquement sa réprobation. Lors de son discours de réception à l'académie, il ose prendre clairement position en faveur de la charte mais il ne s'attaque pas à la monarchie. Au contraire, ce qu'il appelle de ses vœux, c'est une véritable monarchie constitutionnelle.

Son discours a lieu le 26 juillet, le jour même où, à Paris, surgissent les premières barricades sur lesquelles se distingue son frère Etienne. Quelle est alors l'attitude de François ? Est-il, lui aussi, du côté des insurgés bien décidés à renverser le trône ? Nous disposons sur son comportement durant ces journées du témoignage de la comtesse de Boigne. C'est au domicile de celle-ci qu'Arago vient rédiger une lettre à son ami le maréchal Marmont chargé du maintien de l'ordre, lettre que la comtesse de Boigne se charge de faire parvenir à son destinataire. Que dit Arago dans cette missive ?

⁷ M. Daumas, *op.cit.*, p. 155.

D'après Madame de Boigne, il décrit d'abord « la ville entière soulevée, la population de toutes les classes en pleine insurrection..., la cocarde tricolore...décidée ». Arago ajoute que « le roi ne conservait de chance qu'en l'adoptant et en proclamant l'abandon du système absolutiste qui allait amener une guerre civile dont il serait incontestablement victime. Pour lui, duc de Raguse, il y avait encore un beau rôle de médiateur à jouer, mais pas un instant à perdre. La retraite des ministres l'ayant laissé seul maître à Paris, il fallait proclamer l'amnistie sur ce qui s'était passé, faire des conditions au roi et le sauver malgré lui en mettant les troupes en position de passer du côté où l'on cèderait aux véritables besoins du pays »⁸. Ainsi, pour Arago, il s'agit de « sauver le roi malgré lui ». Pourquoi cette attitude ? Parce qu'il est sincèrement partisan d'un régime parlementaire et aussi parce qu'il craint que l'insurrection populaire ne débouche sur l'anarchie. En tout cas, il s'agit là de l'attitude d'un adversaire de la république. Le témoignage de la comtesse de Boigne émane d'une légitimiste qui sait gré à Arago de sa démarche et qui, en rapportant ces faits, ne veut pas nuire à sa réputation, bien au contraire mais ces mémoires ne seront publiés qu'en 1907 à un moment où il y avait déjà plusieurs décennies que les républicains avaient décidé de s'annexer le grand savant.

Pourtant, ce n'est pas l'anarchie, comme Arago le craignait, qui sort des trois journées glorieuses de juillet 1830 mais l'installation sur le trône de Louis-Philippe qui proclame le 14 août son attachement à la Charte de 1814 amendée par les deux chambres le 7 août précédent. Pour François Arago, c'est le soulagement et il noue aussitôt d'excellentes relations avec le nouveau roi à qui il va faire sa cour. Il donne même des leçons à ses fils. Mais il y a plus. Parmi les partisans de la royauté constitutionnelle, il se montre un des plus répressifs face aux émeutes populaires anticléricales et anti-légitimistes qui se produisent alors et qui sont soutenues par les républicains. Le 14 février 1831, en tant que colonel de la garde nationale parisienne, il veut donner l'assaut contre les émeutiers qui ont mis à sac l'église de Saint-Germain l'Auxerrois où a lieu une

⁸ *Mémoires de la comtesse de Boigne*, t. II. De 1820 à 1848, Mercure de France, 1999, pp. 283-285. Voir aussi : M. Daumas, *op.cit.*, pp. 160-161.

messe pour l'anniversaire de l'assassinat du duc de Berry et dans laquelle les Parisiens voient une insupportable manifestation légitimiste. Il est piquant de remarquer que c'est Adolphe Thiers, alors membre du gouvernement, qui l'empêche de passer à l'acte ! Il faudra se souvenir de cette attitude de 1831 lorsqu'il sera question de la répression de la révolte ouvrière de juin 1848.

Tous ces événements ont suscité chez Arago l'envie de se lancer dans la politique. En juillet 1831, le voici candidat aux élections législatives dans l'arrondissement de Perpignan ainsi qu'à Paris, élections qui ont lieu à un suffrage censitaire particulièrement restreint qui ne donne le droit de vote qu'à quelques dizaines d'hommes fortunés. La très grande notoriété qui est la sienne et ses prises de position de juste milieu, ennemi tout à la fois de l'absolutisme et de l'intervention populaire, lui assurent l'élection au premier tour à Perpignan et au second tour à Paris⁹. Mais ce qu'il faut retenir de cette élection dans les Pyrénées-Orientales, c'est le fait qu'il a battu le candidat républicain Lacombe Saint-Michel. En choisissant Arago, les riches électeurs monarchistes du département ont choisi l'homme qui, en février 1831, a donné des gages aux légitimistes et qui, de plus, est notoirement bien en cour auprès du nouveau roi. C'est donc en adversaire déclaré des républicains que François Arago entre à la Chambre des députés comme représentant de son département natal. Il a alors 45 ans. Ses choix politiques ne doivent rien au hasard. Il les a longuement mûris après avoir côtoyé des personnalités de toutes tendances.

Mais, surprise, à la Chambre, Arago choisit de siéger à l'extrême gauche aux côtés des rares républicains que compte cette assemblée comme Voyer d'Argenson ou Audry de Puyraveau. Elu contre les républicains, il siège donc à leurs côtés ! S'est-il rallié à la République ? Pas le moins du monde puisque c'est de cette place qu'il interpelle Adolphe Thiers pour lui demander des comptes sur son attitude face à l'émeute républicaine anti-légitimiste de février

⁹ Gérard Bonet, « Un patronage démocratique » ou François Arago député de l'arrondissement de Perpignan sous la monarchie de Juillet » et Peter Mac Phee, « Les semailles de la République dans les Pyrénées-Orientales (1830-1851) : François Arago, semeur...ou moissonneur » in *François Arago. Actes...op. cit.*

1831 que celui-ci a refusé de réprimer ! On imagine combien cette intervention a dû être commentée favorablement dans les salons du faubourg Saint-Germain ! Un an plus tard, en juin 1832, nouvelle insurrection populaire réprimée dans le sang cette fois : l'insurrection du cloître Saint-Merri. Que fait Arago ? Il fait partie de la délégation de ce que l'on appellera bientôt la gauche dynastique c'est-à-dire composée de monarchistes orléanistes partisans de réformes politiques. Avec Laffitte et Odilon Barrot, il est reçu par le roi en personne. Que disent les délégués ? Qu'ils réprouvent tout à la fois l'insurrection populaire et aussi la répression du gouvernement !

Il ne faudrait pas chercher à tout prix une profonde logique dans les prises de position d'Arago durant ces années car l'homme n'est pas dépourvu d'ambiguïté. Au début de la monarchie de Juillet, il cherche sa voie mais il ne modifie pas son attitude d'hostilité vis à vis d'un côté de l'insurrection populaire et de l'autre de l'absolutisme. Or, à cette date, les républicains ne condamnent pas fermement les barricades ; au contraire, beaucoup d'entre eux y voient le salut. A l'évidence, Arago n'est pas sur ces positions. Il paraît plus à l'aise aux côtés de ceux que l'on pourrait appeler les monarchistes de progrès qu'ils soient orléanistes ou légitimistes et qui sont ouverts aux réformes politiques comme sociales.

Or, c'est bien dans le domaine des réformes sociales et politiques que François Arago affirme alors son originalité. A la Chambre, il intervient beaucoup sur toute sorte de questions notamment sur l'éducation du peuple. En février 1833, il est un des fondateurs de l'Association libre pour l'éducation du peuple dans laquelle se retrouvent tout à la fois des membres de l'opposition dynastique et des républicains. Le président en est Dupont (de l'Eure), ancien membre du Conseil des Cinq-Cents, et le secrétaire général Etienne Cabet, républicain pas encore converti au communisme pacifique. L'association subventionne des cours destinés à alphabétiser les adultes des milieux populaires en particulier les ouvriers. Déjà, en novembre 1831, Arago déclarait que refuser « de s'occuper de la classe ouvrière serait plus qu'une faute, ce serait un acte d'ingratitude » car ce sont les ouvriers qui ont fait la Révolution de

Juillet. Et en 1832, au cours d'un banquet à Perpignan, il a rendu hommage à « la classe ouvrière », expression qui commence alors à être employée par les philanthropes et les premiers socialistes pour désigner ceux qui paraissent être les principales victimes de ce que l'on appelle le « paupérisme », conséquence sociale tragique de la révolution industrielle. Remarquons que c'est également à cette époque qu'apparaît pour désigner cette attention particulière portée aux ouvriers le néologisme de « socialistes ». Il ne faudrait cependant pas en conclure que ces socialistes sont obligatoirement républicains : certains le sont et d'autres ne le sont pas ce qui se conçoit parfaitement puisqu'il s'agit d'une attitude touchant le domaine social et non le domaine politique. Saint-Simon, Fourier, Considérant sont des socialistes mais ne sont pas des républicains. Il en est de même de beaucoup de ces socialistes partisans de la communauté des biens que l'on appelle communistes. Les préoccupations sociales d'Arago se précisent d'ailleurs en 1834 lorsqu'il se prononce pour la liberté d'association alors particulièrement réduite en France depuis la loi Le Chapelier. Il rejoint ainsi une revendication ouvrière que popularise depuis 1831 le saint-simonien Philippe Buchez.

Ces prises de position d'Arago le placent nettement dans le camp de l'avant-garde de son temps en compagnie des philanthropes et des socialistes. Y a-t-il là une contradiction avec son aversion pour les émeutes populaires ? Absolument pas car si beaucoup de ces philanthropes et de ces socialistes veulent sincèrement des changements en faveur du peuple et des ouvriers, ils veulent que ces changements viennent d'en haut et non d'en bas c'est-à-dire qu'ils ne souhaitent pas que le peuple prenne ses affaires en mains. Ce qui domine alors chez eux c'est une conception paternaliste de l'action sociale. On compatit aux souffrances du peuple, on souhaite des réformes mais on se méfie des passions populaires. Quoiqu'il en soit, l'attitude d'Arago lui vaut des sympathies de plus en plus vives dans les couches populaires. En même temps, les milieux légitimistes continuent à lui savoir gré de son attitude de 1830-1831. On désigne alors ces légitimistes sous le nom de Carlistes aussi bien en France où ils soutiennent Charles X alors en exil qu'en Espagne où ils sont partisans de Don Carlos. Les légitimistes roussillonnais participent

de ce double carlisme. Ce sont eux qui, aux élections législatives de juin 1834, décident de soutenir Arago. En même temps, celui-ci bénéficie maintenant du soutien des républicains auxquels appartient son frère Etienne. C'est cette étrange alliance entre monarchistes légitimistes et républicains qui lui vaut d'être réélu député au second tour de scrutin. Mais Arago a encore été candidat à Paris et il a dû s'expliquer sur ses positions politiques. Il l'a fait en rejetant on ne peut plus clairement la République. Pour lui, il y a deux principes de pouvoir : le droit divin, détruit sur les barricades, et la souveraineté nationale, c'est-à-dire la volonté du pays. Or, ajoute-t-il, « le pays aujourd'hui...ne veut pas de la République : donc je ne suis pas républicain » ! Argument curieux qui fait de l'homme politique non pas un guide qui a un but et un projet mais un homme qui suit le courant dominant.

Il importe de replacer cette prise de position hostile à la République dans son contexte politique. Qui sont alors les républicains en France ? Des révolutionnaires comme Auguste Blanqui ou encore les membres de la Société des droits de l'homme et du citoyen dirigée par Godefroy Cavaignac, Voyer d'Argenson et Armand Marrast. Cette société soutient des revendications politiques et sociales proches de celles d'Arago notamment le droit d'association en faveur des ouvriers mais beaucoup de ses adhérents sont partisans de la prise du pouvoir par la violence, ce que réprouve totalement Arago. C'est ainsi que le 9 avril 1834, malgré l'avis contraire de ses dirigeants, beaucoup d'adhérents à la Société des droits de l'homme participent aux insurrections armées de Lyon, de Paris et de plusieurs autres villes. Ces troubles sont vite réprimés et le gouvernement fait arrêter environ deux mille membres de la société républicaine qui seront jugés et condamnés un an plus tard. C'est donc en pleine répression anti-républicaine qu'Arago se désolidarise des républicains. Il n'a là rien d'anormal car si Arago a côtoyé plusieurs de ces républicains, rien ne permet de dire qu'il était des leurs. C'est un personnage officiel qui aime les honneurs et qui n'a pas l'intention de les abandonner pour une action clandestine pleine de périls. De plus, et c'est certainement plus important, les méthodes d'action des républicains de l'époque ne correspondent en

rien à ce que tout au long de sa vie Arago a jugé souhaitable en politique.

Les républicains de son département ne semblent pas lui en vouloir de cette répudiation et continuent de le soutenir lors des élections et il en est de même des monarchistes légitimistes qui voient en lui l'homme d'ordre. En fait, au cours de ces années, Arago a des amitiés dans tous les camps. Grâce à son frère Etienne et à son fils Emmanuel, il a la sympathie des républicains sans être des leurs. En même temps, il noue des liens amicaux avec des légitimistes qui sont souvent ce que l'on pourrait appeler des légitimistes d'ouverture comme Chateaubriand, l'abbé de Genoude, partisan de l'élargissement du droit de vote, et, à Perpignan, Lazerme, une figure du parti carliste roussillonnais. En 1837, en 1839, en 1842 et en 1846, c'est cette alliance carlo-républicaine qui assure à chaque fois la réélection d'Arago comme député. Arago va très loin dans ses accointances avec les royalistes carlistes puisqu'en 1846 il soutient dans la circonscription de Céret la candidature d'une des principales personnalités légitimistes de France, le marquis Henry de la Rochejacquelein, neveu du généralissime de l'armée vendéenne, dont le nom évoque pour tous les guerres anti-républicaines mais qui réprovoque le suffrage censitaire¹⁰. Cela n'empêche pas Arago de continuer à être très proche des orléanistes de gauche qui réclament eux aussi l'élargissement du droit de vote et de continuer à entretenir des rapports courtois avec le roi.

C'est toutefois le 16 mai 1840, à la tribune de la Chambre des députés, qu'il expose avec le plus de conviction ses positions sur le droit de vote et sur la question ouvrière¹¹. Discours justement célèbre dans lequel les républicains verront plus tard, d'une façon contestable, la double marque de l'esprit républicain. Il se prononce tout d'abord pour le suffrage universel devant des députés élus au suffrage censitaire et en quasi totalité hostiles à une pareille

¹⁰ Gérard Bonet, *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales. Un journal dans l'histoire. L'histoire d'un journal, 1846-1848, Perpignan, 1987*, pp.126 et 127. La Rochejacquelein était député sortant du Morbihan mais craignait de se trouver en difficulté dans son département. Finalement, il ne se présente pas à Céret et il est réélu dans le Morbihan.

¹¹ De larges extraits ont été publiés notamment par F. Sarda, *op. cit.*, pp. 409-418.

extension du droit de vote. Il rappelle que le principe de la souveraineté nationale est inscrit dans la Charte et que la justice veut que le droit de vote soit exercé par tous les hommes de plus de vingt-cinq ans. Il dit aussi que les Etats généraux de 1614 et de 1788 ont été élus au suffrage universel comme l'ont été les députés à la Convention, cette assemblée qui certes a commis des fautes mais qui a sauvé le pays de l'invasion étrangère et a créé de belles institutions. Puis son discours porte sur « une partie de la population en proie à des souffrances cruelles...la population manufacturière ». La situation de cette population déjà dramatique ne peut aller qu'en s'aggravant, c'est pourquoi Arago « proclame qu'il y a nécessité d'organiser le travail ». Le grand mot est lâché : l'organisation du travail. Organiser le travail c'est aller contre le dogme intangible des libéraux selon lequel l'Etat ne doit pas s'immiscer dans les relations du travail. Conscient de la hardiesse inouïe de ses propos, Arago s'efforce d'apaiser la Chambre qui donne de plus en plus de signes de nervosité et de désapprobation. Il ne faut pas, dit-il, s'effrayer de l'organisation du travail car dans le passé les maîtrises et les jurandes ont longtemps réglementé le travail. Et de souligner la double infériorité sociale et politique dont sont alors victimes les ouvriers. Non seulement, ils n'ont pas de droits sociaux mais ils n'ont pas non plus de droits politiques : « Les classes ouvrières se sentent humiliées de l'espèce d'ilotisme politique dans lequel le mode actuel des élections les place ». Or les ouvriers sont dignes d'admiration : Franklin avait été ouvrier, Hoche palefrenier et Kléber fils d'un terrassier ! Sa conclusion, sous les interruptions et les exclamations désapprobatrices de ses collègues, est claire : si le peuple doit obtenir le droit de vote, si le travail doit être organisé, c'est parce qu' est nécessaire « le progrès constant, régulier, sans secousses, sans violences ». C'est donc parce qu'il refuse de tout son être la révolution, l'intervention des masses populaires sur la scène politique et sociale qu'Arago réclame tout à la fois le droit de vote et des réformes sociales pour les ouvriers¹². Il n'en reste pas moins que

¹² Lorsqu'ils décideront d'honorer Arago, les socialistes puis les communistes des Pyrénées-Orientales préféreront occulter cet aspect des choses, cf : Michel Cadé, « Variations autour d'un mythe républicain. Le regard porté au cours du XXe siècle par le mouvement ouvrier des Pyrénées-Orientales sur François Arago », *François Arago. Actes...op. cit.*

ce discours fait scandale car c'est la première fois qu'à la Chambre cette double revendication est formulée.

Par cette intervention, Arago s'est d'abord affirmé comme un démocrate à une époque où bien peu osaient défendre de telles positions mais il ne cesse pas pour autant d'être monarchiste. Il le redira encore en 1844, à 58 ans : « Je déclare que le gouvernement constitutionnel monarchique et héréditaire est le seul qui puisse prendre racine en France et y fructifier ». Arago a donc fait la démonstration que l'on peut être à la fois démocrate et monarchiste, ce qui est certainement surprenant pour un Français d'aujourd'hui mais qui ne l'est pas pour un Suédois, un Britannique ou un Espagnol. A son époque, qui réclamait le suffrage universel ? En 1831, Lamartine dans sa brochure *La politique rationnelle* et , en 1832, Louis-Napoléon Bonaparte dans ses *Rêveries politiques*. Ni l'un ni l'autre ne peuvent passer alors pour républicains. Puis, en 1833, des républicains avec Raspail ou la Société des droits de l'homme défendent la même revendication et quelques orléanistes de gauche y sont aussi favorables. Peu à peu, l'idée commence à être popularisée mais les républicains sont divisés sur la question et, après en avoir accepté le principe, beaucoup d'entre eux font des réserves sur son application estimant que beaucoup de gens du peuple sont trop ignorants pour se prononcer directement sur les grands problèmes politiques. C'est le cas des plus révolutionnaires, comme Blanqui, partisan d'une dictature révolutionnaire et qui voudra repousser *sine die* les élections législatives d'avril 1848, mais aussi de ceux que l'on peut dénommer « républicains bourgeois ». La plupart vont imaginer des systèmes tendant à rendre le suffrage universel le moins direct possible. Les uns et les autres considèrent volontiers que le peuple n'est pas mûr et qu'il constitue une masse ignorante peu à même de se déterminer. Au cours de la visite qu'il fait, en 1843, à Louis-Napoléon Bonaparte emprisonné au fort de Ham, Louis Blanc compare le suffrage universel défendu par le Napoléonide à « un pistolet chargé dans les mains d'un enfant » ! Arago n'a pas sur cette question les mêmes préventions que beaucoup de républicains qui

résistent mal à la tentation oligarchique¹³. Il est important de le souligner.

Plus audacieuse encore est la revendication d'organiser le travail qui a été réclamée en 1839 par Louis Blanc dans un ouvrage précisément intitulé *L'organisation du travail* dont visiblement Arago s'inspire dans son discours. Vouloir organiser le travail des ouvriers pour lutter contre la misère, c'est s'opposer frontalement au libéralisme économique et c'est s'affirmer comme socialiste selon l'acception des années 1830-1840. C'est en effet le patrimoine commun des écoles socialistes qu'elles soient saint-simoniennes ou fouriéristes depuis que Saint-Simon, entre 1817 et 1825, a affirmé que la tâche urgente du moment était de tout faire pour améliorer le sort des ouvriers. Et c'est pour désigner les saint-simoniens que Pierre Leroux a utilisé pour la première fois en France le mot de socialisme. Après Saint-Simon, tandis qu'Enfantin développait un saint-simonisme mystique puis économique, d'autres comme Philippe Buchez mettaient l'accent sur le souci de la classe ouvrière. Par la place qu'il donne à la classe ouvrière dans son discours, Arago se place sans conteste dans le camp de ce que l'on appelle alors les socialistes même si le mot n'est alors revendiqué par quasiment aucun des intéressés. Lorsque, en septembre 1840, quatre mois après le grand discours de la Chambre, Buchez lance le journal *L'Atelier* qui se dit lui-même « organe des intérêts moraux et matériels des ouvriers », Arago est tout naturellement parmi les premiers abonnés. De même lorsque, en 1844, Louis-Napoléon Bonaparte fait paraître sa célèbre brochure *Extinction du paupérisme* qui est, selon lui, « un écrit qui a pour unique but le bien-être de la classe ouvrière », il prend soin d'en faire parvenir un exemplaire à Arago. La chose n'a rien d'étonnant car si, durant ces années 1840, il fallait chercher des comportements analogues à ceux d'Arago, c'est du côté de Louis-Napoléon Bonaparte qu'il faudrait porter ses regards. Et il est bien vrai que les deux hommes ont alors au moins trois choses en commun : ils sont pour le suffrage universel, ils mettent au centre de

¹³ En novembre 1848, des républicains tenteront en vain de s'opposer à l'élection du président de la République au suffrage universel et de proposer l'élection par l'assemblée. C'est l'éloquence de Lamartine qui entraînera une majorité de l'assemblée constituante, où se trouveront de nombreux conservateurs, à adopter le scrutin direct.

leur réflexion sociale la question ouvrière avec la même attitude paternaliste et ils sont monarchistes.

Avec ce discours, Arago est devenu très populaire dans les milieux ouvriers. Le 24 mai 1840, environ 10 000 ouvriers parisiens viennent l'acclamer devant l'Observatoire où il réside. Arago les remercie et affirme qu'il défendra toujours « les intérêts de la classe ouvrière ». Il ne se transforme pas pour autant en propagandiste socialiste mais il ne perd pas une occasion de manifester de l'intérêt pour la situation des ouvriers. Abonné à *L'Atelier*, il soutient aussi le nouveau journal socialisant *La Réforme* lancé en 1843 par le républicain Ledru-Rollin et, paraphrasant Saint-Simon, il affirme que la tâche la plus noble du savant est de se consacrer « à l'amélioration du sort des classes populaires et laborieuses ». Mais on ne peut interpréter son soutien à *La Réforme* comme un ralliement aux républicains car la même année, il participe avec l'abbé légitimiste de Genoude au lancement d'un autre journal, *La Nation*, et un an plus tard il réaffirme son attachement à la monarchie ! Pleinement socialiste en ce qu'il estime nécessaire de faire des réformes sociales pour améliorer la situation ouvrière, Arago n'est pas du tout devenu révolutionnaire ou même communiste. Il n'attend d'ailleurs rien de bon de l'action des masses ouvrières et rien de bon du communisme. Il le dit très explicitement en juillet 1846 à Perpignan en recommandant aux ouvriers « de ne se laisser jamais entraîner à des opinions anti-sociales, à des idées de communisme ». Il ajoute même, il importe de le souligner car on comprend mieux ce que sera son attitude en juin 1848 contre les ouvriers des chantiers nationaux en révolte : « Je me trouverais dans les rangs de vos plus ardents adversaires le jour où vous entreriez dans une voie aussi dangereuse que déplorable »¹⁴ ! On sait que Marx et Engels dans *Le manifeste du parti communiste* paru en 1848 n'auront pas de mots assez durs pour condamner ces socialistes qu'ils dénommeront socialistes conservateurs, bourgeois ou encore critico-utopiques dont à l'évidence, selon leurs critères, font partie des hommes comme Arago.

¹⁴ M. Daumas, *op.cit.*, p. 240. Sur ces années voir : Gérard Bonet, *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales. Op. cit.*

Lorsque, à la fin des années 1840, se développe une campagne pour l'extension du droit de suffrage, c'est tout naturellement qu'Arago prend place parmi ceux qui réclament la réforme électorale. En mars 1847, la Chambre des députés ayant rejeté l'élargissement du droit de vote, l'opposition dynastique dont Arago est proche prend l'initiative d'une campagne de banquets. Ce ne sont pas les républicains qui sont à l'origine de cette action mais des hommes comme Odilon Barrot. Cependant, rapidement les républicains se mêlent au mouvement, évincent Barrot et réclament le suffrage universel dans des banquets-réunions enflammés. Arago se sent de plus en plus mal à l'aise dans un tel mouvement et il prend ses distances refusant de présider la banquet du XII^e arrondissement de Paris en invoquant non pas la maladie mais son âge alors qu'il n'a que 62 ans et qu'il acceptera quelques semaines plus tard en devenant ministre des tâches incomparablement plus lourdes que la présidence d'un banquet! Au cours de la période enfiévrée de janvier 1848, il disparaît de la Chambre des députés et on ne le verra pas non plus lors des journées révolutionnaires des 22, 23 et 24 février 1848.

Arrêtons-nous un instant à la veille des journées de février. Nous ne savons pas qu'Arago va devenir ministre de la République. Ce sexagénaire n'a jamais prononcé la moindre parole en faveur de la République. Chaque fois qu'il a eu à s'exprimer au plan politique, il a dit sa préférence pour la monarchie héréditaire accompagnée du suffrage universel avec le souci saint-simonien des ouvriers. Il est donc favorable à un système politique à l'anglaise mais ce n'est pas un libéral ordinaire puisqu'il souhaite que le gouvernement intervienne dans les relations du travail, ce que réprouvent les libéraux. En fait, ce qu'il souhaite c'est une monarchie sociale. Pour lui, la justice et l'ordre commandent d'accorder des droits politiques et sociaux aux ouvriers mais seule la monarchie peut assurer la stabilité de l'Etat et prémunir le pays contre le déchaînement des passions populaires. Son système de pensée est très cohérent : le suffrage universel ne doit pas remettre en cause le régime politique monarchique mais s'exercer à l'intérieur de celui-ci. Il serait donc particulièrement audacieux de ranger François Arago parmi ceux

que l'on va appeler après février 48 « les républicains de la veille » c'est-à-dire les républicains d'avant la révolution. Alors, si on veut à toute force faire de cet homme un républicain à cette époque de sa vie, il ne reste plus qu'à imaginer qu'il l'était en conspirateur ou tout au moins en secret comme l'étaient ouvertement son frère et son fils¹⁵. Non seulement aucun de ses proches n'a jamais avancé cette idée mais cette dissimulation cadre mal avec tout ce que l'on sait de sa personnalité : c'était un homme entier, courageux, qui osait affirmer ses convictions avec force (un « Jupiter tonnant » d'après Mirecourt) et non un conspirateur. Il reste qu'à la veille de février 1848, il a des sympathies dans tous les camps : orléaniste, légitimiste et républicain. On comprend pourquoi il figure le 24 février sur la liste des ministres du gouvernement provisoire que vient lire à la Chambre, désertée par la plupart des députés et envahie par les gardes nationaux, Dupont (de l'Eure). Arago devient alors ministre de la Marine et des Colonies.

Le gouvernement provisoire réuni, une des premières questions qui se posent est celle de la proclamation de la République réclamée par les insurgés. Que fait Arago ? Il s'oppose avec Marie et Garnier-Pagès à ce que le mot République soit prononcé et il refuse aussi de signer la proclamation de la République¹⁶. Il s'ensuit une longue discussion au sein du gouvernement d'où ressort un texte accepté par tous et qui dit ceci : « Le gouvernement provisoire veut la République, sauf ratification par le peuple qui sera immédiatement consulté ». Il est donc clair pour le gouvernement provisoire que le suffrage universel est supérieur à la République. Dans cette affaire, Arago n'a pas le comportement des républicains de la veille pour qui la République est au-dessus du suffrage universel. Mais, sous la pression de ses collègues et aussi sous la pression de la rue, c'est lui qui, le 27 février devant des dizaines de milliers de manifestants, proclame la République sous réserve de ratification ultérieure par le

¹⁵ Les Arago n'étaient pas la seule famille célèbre fortement divisée au plan politique. On peut citer aussi les Blanqui avec Auguste, le révolutionnaire, et Adolphe, le savant économiste, ou les Flourens avec Pierre, le physiologiste, et son fils Gustave, futur membre de la Commune qui sera fusillé sommairement par les Versaillais.

¹⁶ Jean-Philippe Guinle, « Les choix politiques d'Arago en 1848 », *François Arago. Actes...op.cit.*

peuple français, ratification qui n'aura d'ailleurs jamais lieu car le vote de la Constituante en faveur de la République le 4 mai ne pourra bien évidemment remplacer une consultation populaire. C'est donc entre le 24 et le 27 février 1848 qu'Arago opère un ralliement conditionnel à la République comme s'il disait maintenant en substance : « Si le peuple veut la République, eh bien ! je suis républicain » retournant sa déclaration de 1834 : « Le pays aujourd'hui...ne veut pas de République ; donc je ne suis pas républicain »¹⁷.

Quelques jours plus tard, son nom figure parmi les cinq candidats républicains aux élections législatives des 23 et 24 avril dans son département natal. Avec ses colistiers, il signe une proclamation intitulée « Qu'est-ce qu'un républicain ? » qui nous renseigne peu sur la philosophie politique de ses auteurs puisque le bon républicain y est seulement décrit comme l'homme du peuple, l'ouvrier ou encore « le grand citoyen que ses vertus portent au faîte de l'Etat, qui n'y reste que dans la tempête »¹⁸ ! Il n'est guère difficile de reconnaître dans ce grand citoyen, moderne Cincinnatus, François Arago lui-même. C'est en tout cas la première fois qu'Arago se déclare ouvertement républicain. Il a 62 ans !

Les choix politiques qui sont les siens à partir de février 1848 ne révèlent aucun changement par rapport à la période précédente où il se proclamait monarchiste et partisan du suffrage universel que ce soit lorsqu'il approuve l'abolition de la peine de mort en matière politique (26 février), la proclamation du suffrage universel (5 mars), la suppression des châtiments corporels dans la marine (12 mars),

¹⁷ Au même moment, il rencontre secrètement la comtesse de Boigne, comme en juillet 1830. Cette fois, c'est pour lui proposer trois passeports et cent mille francs pour permettre aux membres de la famille royale, et peut-être au roi lui-même, de quitter la France et d'échapper ainsi aux insurgés. Il déclare agir au nom du gouvernement provisoire et ajoute : « Faites bien des vœux pour nous, et pour que nous conservions le pouvoir ! Si vous pouviez savoir ce qui arriverait si on nous renversait, vous n'auriez pas un cheveu qui ne se dressât sur votre tête. Moi, qui le vois et qui l'entends, j'en suis épouvanté, mais d'autant plus décidé à faire tête à l'orage » (*Mémoires de la comtesse de Boigne, op. cit.*, p.676). Une telle démarche de la part d'Arago n'a rien de surprenant étant donnée son aversion des mouvements populaires mais a-t-il agi seul ou en accord avec tous ses collègues ? La question demeure.

¹⁸ Cité par André Tourné, « François Arago, un élu du peuple », *Ibidem*

l'abolition de l'esclavage aux colonies (27 avril) puis la réorganisation de l'armée. Sur un point cependant, l'attitude d'Arago étonne. C'est sur la question de l'organisation du travail qu'il appelait de ses vœux en 1840. Louis Blanc ne reçoit pas de sa part le soutien qu'il était en droit d'espérer pour la création d'un ministère du Travail et Arago fait partie des ministres qui proposent l'installation d'une simple commission du travail siégeant au Luxembourg et dépourvue de pouvoirs. Par contre, le souci de l'ordre qu'il a toujours manifesté explique son attitude face à l'émeute du 15 mai et surtout face au soulèvement ouvrier de juin. Devant la révolte des ouvriers des chantiers nationaux, il aurait souhaité étouffer dans l'œuf le mouvement en faisant arrêter les chefs préventivement. Mais il n' hésite pas ensuite à prendre lui-même la tête des troupes contre les barricades le 23 juin, lui qui est président de la commission du pouvoir exécutif de la République depuis le 10 mai. Dépossédé le lendemain par la Constituante de son pouvoir au profit du républicain de la veille Louis-Eugène Cavaignac, il n'a plus la responsabilité principale de la terrible répression qui s'abat alors sur les ouvriers insurgés et qui fait dire à Louis-Philippe en exil : « Elle a de la chance, la République, elle peut faire tirer sur le peuple » ! Il reste qu'Arago a été dans cette affaire fidèle à lui-même, fidèle à ses attitudes et déclarations de 1831 et de 1846. Notons que cette attitude répressive est alors celle de la plupart des républicains et des monarchistes. Elle ne nous éclaire donc pas sur ses convictions politiques.

Arago est-il troublé par l'ampleur de la répression anti-ouvrière ? On a peu de renseignements sur ses pensées intimes à ce moment-là mais il semble que oui. De plus, il cesse de venir aux séances de l'Assemblée constituante puis se consacre à ses travaux scientifiques tout en apportant son soutien à Cavaignac lors des élections présidentielles de décembre. Son frère Etienne bientôt en exil, son fils Emmanuel en fuite, il est désormais retiré de toute action politique, ce qu'explique largement la dégradation de sa santé, mais c'est toujours un personnage officiel que le prince-président Louis-Napoléon Bonaparte fait grand officier de la Légion d'honneur en 1849. Il assiste en spectateur au coup d'Etat du 2 Décembre sans

l'approuver mais sans s'y opposer. En tout cas, on ne trouve pas son nom parmi les députés qui ont tenté de résister au prince-président. C'est donc d'une façon tout à fait abusive qu'on le présentera plus tard comme un opposant au coup d'Etat du 2 Décembre. Un an plus tard, en décembre 1852, le serment au nouvel empereur est exigé de tous les serviteurs de l'État et Arago en sa qualité de directeur de l'Observatoire devrait donc le prêter. Mais il est en même temps membre de l'Institut et, à ce titre, le serment n'est pas pour lui une obligation. Beau joueur, Napoléon III ne retient que cette seconde qualité et le dispense du serment. Il n'empêche, si Arago n'a pas pris position contre le coup d'État, il n'est pas exagéré de voir en lui un opposant à la proclamation de l'Empire car, à l'Académie des sciences, il fait voter un texte en faveur des libertés publiques à un moment où celles-ci sont loin d'être pleinement respectées par le nouveau régime tandis qu'il offre sa démission de l'Observatoire. Napoléon III ne le maintient pas moins à la tête de l'Observatoire où il se consacre désormais à la rédaction de ses mémoires de jeunesse. Il meurt le 2 octobre 1853. Le 31 août 1865, le député des Pyrénées-Orientales Isaac Pereire, inaugurant la statue d'Arago dans sa commune natale d'Estagel déclare : « Oui, Messieurs, le gouvernement de l'Empereur est assez fort ; il est assez patriotique pour se parer de toutes les gloires du pays. Il est le premier à rendre hommage à ceux mêmes qui furent ses adversaires, quand ils se sont illustrés par de grandes actions, quand on a pu dire d'eux ce que M. de Humboldt disait de François Arago : « C'est le meilleur cœur et la plus forte tête de l'époque ».

Tel a été le parcours de François Arago. On ne peut que constater qu'en politique il s'est souvent laissé porter par le flot dominant. Pourtant, on ne peut voir en lui simplement un opportuniste car il avait de fortes convictions : il réprouvait l'absolutisme comme il réprouvait les manifestations populaires, il croyait à l'égalité civile, à la laïcité de l'Etat, à l'ordre social, valeurs auxquelles était attachée la bourgeoisie fidèle à 1789. Mais il allait plus loin que les libéraux de son temps en proposant le suffrage universel, ce qui fait de lui un démocrate, et en souhaitant des réformes pour les ouvriers même si, sur ce point, il oublia ses engagements une fois au pouvoir, en 1848.

Par contre, la forme du régime politique ne lui paraissait pas essentielle. Tout cela, Jules Ferry le savait bien qui, dans son discours de Perpignan en 1879, dira de lui, avant de conclure pourtant dans un sens tout différent, qu'il avait été ni un « conspirateur », ni un « révolutionnaire », sous-entendu comme l'avaient été les républicains de la veille sous les monarchies de 1815 à 1848. Mais Jules Ferry ajoutera, et c'est cette notation qui nous paraît essentielle, que François Arago n'avait pas été non plus un « irréconciliable ». Oui, Arago en politique n'a jamais été un irréconciliable. On ne saurait mieux dire que, dans ce domaine, il était avant tout en état de disponibilité prêt à soutenir le régime qui, à tel ou tel moment, lui paraissait le mieux à même de promouvoir les valeurs auxquelles il était attaché.

(Texte à paraître dans les actes du colloque sur François Arago tenu à Perpignan aux archives départementales et à la mairie d'Estagel en 2003).